

À Matignon l'UNSA rappelle ses exigences et envoie un avertissement

Bagnolet, le 25 novembre 2019.

L'UNSA ne comprend pas pourquoi l'exécutif n'a toujours pas apporté les clarifications et les garanties attendues tant en ce qui concerne les grands arbitrages de la réforme que les secteurs particuliers. Elle l'a redit au premier Ministre.

Cette stratégie qui vise à « enjamber » le 5 décembre place notre pays en tension.

Pire, les attermolements, les annonces contradictoires et le retour possible d'une réforme paramétrique notamment liée à l'âge en plus d'une réforme systémique, sont pour l'UNSA inacceptables. Ces éléments créent davantage de trouble, de manque de lisibilité, en même temps qu'ils attisent la colère de ceux qui seront les plus touchés.

L'UNSA, qui n'était pas demandeuse de cette réforme, rappelle donc son exigence : pas de punis de la réforme.

Cela passe par :

- *la garantie de 100% des droits acquis*
- *une transition protégeant, pour tous les régimes, 10 à 15 générations*
- *des adaptations quant à la durée de cette transition et des compensations respectueuses des contrats sociaux pour les secteurs et les métiers les plus exposés*
- *des reconstructions de carrières pour certaines professions très impactées*
- *la prise en compte de la pénibilité et de la dangerosité quel que soit le secteur d'activité ou le statut*

Cela passe enfin par la mise en évidence concrète d'avancées pour les femmes, les carrières hachées et multiples, et pour ceux ayant les plus bas revenus, avec un minimum de pension porté au niveau du SMIC.

Les trois prochaines semaines seront décisives. Le gouvernement a les cartes en main, il doit sortir de l'ambiguïté et dire ce qu'il veut faire et comment. L'UNSA reste déterminée à défendre l'intérêt général de tous les salariés, notamment ceux des futures générations, et l'UNSA défendra, avec la même force, les intérêts plus particuliers de celles et ceux qu'elle représente. C'est dans le respect de cet équilibre entre intérêt général et intérêts particuliers que doit se trouver une issue qui renforce l'ordre social plutôt que de jouer les uns contre les autres.

L'UNSA lance un avertissement : les tensions sociales sont vives, notre démocratie est suffisamment bousculée. Dans ce contexte, laisser s'enkyster les colères est une funeste erreur, y répondre, un devoir républicain.

Laurent ESCURE
Secrétaire Général de l'UNSA.

Contact presse :
Dominique CORONA, Négociateur Retraite UNSA